



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 24/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Sablière HERMANN Frères**

132 avenue Charles de Gaulle  
68700 Cernay

Références : 0006700234\_2025\_01\_14\_Sablière Hermann VIIC suivi ech MED fev 2023  
Code AIOT : 0006700234

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement Sablière HERMANN Frères implanté 132 avenue Charles de Gaulle 68700 Cernay. L'inspection a été annoncée le 10/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objectif de la présente visite d'inspection est de contrôler les actions mises en place par l'exploitant, afin de répondre aux non-conformités constatées dans le cadre de la visite du 26 octobre 2022 relative au respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 et ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral du 13 février 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Sablière HERMANN Frères
- 132 avenue Charles de Gaulle 68700 Cernay

- Code AIOT : 0006700234
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sablière Hermann Frères exploite une gravière alluvionnaire à sec puis en eau de 6 ha environ autorisée par arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 pour une durée de dix ans.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure du 13 février 2023

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 2	Demande d'actions à l'exploitant	2 mois
3	Vérification des moyens incendie	AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 4	Demande d'actions à l'exploitant, Levée de mise en demeure	3 mois
4	Surveillance des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 5	Demande de justificatifs à l'exploitant, Levée de mise en demeure	1 mois
5	Étude hydraulique	AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 6	Amende	-
6	Réseau de surveillance des eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 7	Amende	-
7	Surveillance des eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 8	Amende	-
8	Mesure conservatoire - réalisation sondages	AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 9	Amende	-
9	Mesure conservatoire – analyse des sondages	AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 10	Amende	-
10	Mesure conservatoire – coupe des sondages	AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 11	Amende	-
11	Mesure conservatoire – estimation volume des	AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 12	Amende	-

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	matériaux extérieurs utilisés			
12	Durée de l'autorisation et garanties financières	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, articles 1.4.1 et 1.6.2	APC	-

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déclaration de forage	AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 3	Mise en demeure caduque

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a présenté des justificatifs en réponse aux dispositions des articles 3, 4 et 5 de l'arrêté de mise en demeure du 13 février 2023 relatives respectivement à la réalisation du plan d'exploitation, la vérification des moyens incendie et la surveillance des rejets aqueux superficiels. Toutefois, le service d'inspection a demandé des éléments complémentaires pour chacune de ces prescriptions.

Par ailleurs, il est à noter qu'à la suite de l'examen des informations transmises par l'exploitant l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 13 février 2023 est caduc.

Le service d'inspection a également constaté le non respect des articles 6 à 12 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure pour lesquels elle propose une sanction administrative au préfet.

Enfin, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé au préfet afin de maintenir les garanties financières dans l'attente des suites qui seront données à la demande d'autorisation déposée le 23 janvier 2025.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan d'exploitation**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

**Dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions des articles 8.5.1 et 8.5.2, de l'arrêté préfectoral n°2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé :

**Article 8.5.1 - Contenu**

*« Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté. Sur ce plan sont reportés :*

- les dates des levés*
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,*
- les divers sommets dont il est fait état à l'article 1.2.2 du présent arrêté,*
- les bords de la fouille,*
- les limites de sécurité définies à l'article 1.5.1 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,*
- les installations de traitement des matériaux, les installations annexes, les diverses infrastructures (les accès, la fosse septique),*
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 1 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,*
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique,*
- l'emplacement exact du bornage,*
- les zones dangereuses repérées en application de l'article 8.2.1 et identifiées comme telles sur le plan,*
- la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses,*
- l'étendue des zones décapées,*
- les emplacements des stockages transitoires de :*
  - matériaux extraits du site à traiter,*
  - matériaux extraits du site traités,*
  - terres de découverte du site,*
  - les galets extraits des parties de parcelles 59 et 100 - section 63,*
  - déchets inertes (matériaux extérieurs au site et utilisés pour le remblaiement partiel de la carrière),*
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,*
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée et celles remblayées et celles remises en état,*
- les aménagements spécifiques de développement de la biodiversité tels qu'ils sont définis à l'article 1.11.1 de l'autorisation d'exploiter en vigueur, aux plan des aménagements et au plan de remise en état final,*
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,*
- les cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,*
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation. »*

#### Article 8.5.2 - Mise à jour

« Le plan est mis à jour au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent pour l'ensemble des éléments visés à l'article 8.5.1, avant le 31 juillet de chaque année. »

#### Constats :

Lors de la visite du 26 octobre 2022, l'inspection avait constaté l'absence de plan d'exploitation.

L'exploitant a présenté au service d'inspection un plan d'exploitation daté du 25 avril 2023 (indice ab), réalisé par le cabinet Un Point Six Géomètres Experts, d'après des relevés effectués le 28 février 2023. Ce plan est accompagné des coupes de deux profils (dont l'un d'entre eux est situé en dehors du périmètre autorisé dans la zone exploitée sans titre) ainsi que d'un tableau des volumes de chaque tas de matériaux présent sur site au 28 février 2023.

Le service d'inspection relève que ce plan comprend les informations demandées dans la prescription susvisée à l'exception :

- de la position de certains ouvrages ou équipements présents sur le site, l'installation de rejets des eaux de lavage des matériaux n'est pas matérialisé,
- des limites de sécurité définies à l'article 1.5.1,
- des précisions sur les stockages transitoires présents sur site répondant aux critères suivants :
  - matériaux extraits du site à traiter,
  - matériaux extraits du site traités,
  - terres de découverte du site,
  - déchets inertes,
- de l'identification des zones remises en état,
- de l'exhaustivité des aménagements énoncés au paragraphe 1.11.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013, telles que les mares à batracien, seule une zone favorisant la biodiversité est identifiée dans le plan d'eau Nord situé sur la parcelle 70 ainsi qu'un fossé situé au nord du plan d'eau Est, parcelle 71, (ce fossé pourrait être une mare à batracien sans que ce soit identifié comme tel sur le plan).

Il est à noter que les limites des phases d'exploitation ne sont pas matérialisées, l'extraction sur la zone autorisée étant terminée.

L'ensemble de la prescription susvisée n'est pas respectée, toutefois il n'est pas proposé à ce stade de sanction administrative.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complètera son plan d'exploitation avec les éléments susmentionnés et le transmettra au service d'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'actions à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 2 : Déclaration de forage

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 3

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration de forage
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Dans un délai d'un mois</b> à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 4.1.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé :</p> <p>« <i>Aucun nouveau forage de captage d'eau n'est autorisé sur le site, sauf information préalable du préfet et accord de réalisation.</i>  [...]»</p>
<p><b>Constats :</b>  Lors de la visite du 26 octobre 2022, l'inspection avait constaté la présence de deux puits de prélèvement en nappe alors qu'un seul puits est mentionné dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 novembre 2013.</p> <p>Par courrier électronique du 17 janvier 2023, l'exploitant indique qu'il ne s'agit pas d'un second puits mais d'un troisième. Les deux premiers puits sont des puits historiques présents depuis les années 50. L'un des deux puits est ensablé, il n'est plus utilisé et est condamné. L'exploitant précise en avoir ajouté un troisième mais ce dernier n'est pas un forage d'eau en nappe. En effet, des buses de 1 000 mm ont été posées au fond du plan d'eau, dans la nappe (profondeur 1 mètre).</p> <p>Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'exploitant a expliqué oralement l'historique de la création des points de prélèvement d'eau. Le premier puits a été créé dans les années 50, il est condamné. Le second puits a été réalisé avant l'autorisation obtenue en 2013, dans les années 1965-1970. Le troisième points de prélèvement n'a pas été obtenu par forage mais par la mise en place de buses dans le plan d'eau. Ce dernier est utilisé en période de sécheresse. Le service d'inspection a constaté la présence de ces ouvrages lors de la visite terrain (cf. annexe).</p> <p>Au regard de ces éléments, cette prescription de la mise en demeure est caduque.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant a déposé une demande d'autorisation d'exploiter pour régulariser sa situation administrative en date du 23 janvier 2025. Le service d'inspection examinera les éléments associés à ces ouvrages de prélèvement (description, du volume prélevé, incidence de ce prélèvement sur le milieu, etc.) dans le cadre de l'instruction de ce dossier.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 3 : Vérification des moyens incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des moyens incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Dans un délai d'un mois</b> à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral n°2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé :</p> <p>« [...] <i>Les équipements de lutte contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur, maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</i></p>

[...]»
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 26 octobre 2022, l'inspection avait constaté que les extincteurs présents sur site n'avaient pas été vérifiés depuis 2018.</p> <p>Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'exploitant a présenté au service d'inspection la facture de la société CARON SÉCURITÉ relative à la vérification de sept extincteurs portatifs datée du 28 février 2023. Cette facture mentionne également la recharge d'un extincteur à poudre ABC 6kg, la recharge de deux extincteurs à poudre ABC 9 kg et l'achat d'un nouvel extincteur à poudre ABC de 6kg.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que la vérification annuelle des extincteurs en 2024 n'a pas été effectuée. L'exploitant transmettra au service d'inspection les justificatifs associés à la réalisation de cette vérification dans un délai de trois mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure, Demande d'actions à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Surveillance des rejets aqueux

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 5</p>																		
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux</p>																		
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Dans un délai d'un mois</b> à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé :</p> <p>« Article 9.2.3 Auto surveillance des rejets aqueux</p> <p>Article 9.2.3.1 - Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets</p> <p>Les mesures portent sur le rejet suivant, en référence aux articles 4.3.1 et 4.3.5 : Sortie de la canalisation de rejet des eaux de lavage de matériaux :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th> <th>Fréquence</th> <th>Méthodes d'analyses</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>pH</td> <td>[...]</td> <td>/</td> </tr> <tr> <td>température</td> <td>- puis Annuelle</td> <td>/</td> </tr> <tr> <td>MEST</td> <td></td> <td>NFT 90-105</td> </tr> <tr> <td>DCO</td> <td></td> <td>NFT 90-101</td> </tr> <tr> <td>Hydrocarbures</td> <td></td> <td>NFT 90-114</td> </tr> </tbody> </table> <p>L'échantillon à analyser est prélevé dans les règles de l'art par un bureau/laboratoire compétent. Les analyses sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Article 9.2.3.2 - Auto surveillance des effets sur l'environnement</p> <p>"La mesure porte sur la qualité des eaux du plan d'eau Nord présent sur les parcelles 69 et 70 - section 63 :</p>	Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses	pH	[...]	/	température	- puis Annuelle	/	MEST		NFT 90-105	DCO		NFT 90-101	Hydrocarbures		NFT 90-114
Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses																
pH	[...]	/																
température	- puis Annuelle	/																
MEST		NFT 90-105																
DCO		NFT 90-101																
Hydrocarbures		NFT 90-114																



<ul style="list-style-type: none"> <li>• un échantillon d'eau sera prélevé dans le plan d'eau Nord ; [...] ; il est prélevé dans les règles de l'art par un bureau/laboratoire compétent.</li> <li>• les analyses sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur,</li> <li>• les paramètres à analyser sont ceux définis à l'article 9.3.2.1 ci-dessus,</li> <li>• la fréquence de contrôle est : <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...],</li> <li>• puis Annuelle.</li> </ul> </li> </ul> <p>[...].»</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 26 octobre 2022, l'inspection avait constaté que la fréquence annuelle de l'auto surveillance des rejets aqueux n'était pas respectée.</p> <p>Lors de la visite du 14 janvier 2025, le service d'inspection a examiné les rapports de surveillance des rejets aqueux de l'exploitant daté du 12 mai 2023, réalisés par la société LPI (les préleveurs Indépendants).</p> <p>Le premier rapport, référencé 355740, concerne les rejets d'eaux de lavage des matériaux et contient l'ensemble des paramètres requis (pH, température, DCO, MEST et hydrocarbures).</p> <p>Le second rapport, référencé 3557401, concerne la surveillance de la qualité des eaux du plan d'eau Nord et contient les mêmes paramètres.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que la surveillance annuelle de ses rejets aqueux en 2024 a été effectuée mais qu'il n'a pas reçu les résultats. L'exploitant transmettra au service d'inspection les rapports associés dans un délai d'un mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure, Demande de justificatifs à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Étude hydraulique

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 6			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Étude hydraulique			
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Dans un délai de deux mois</b> à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé :</p> <p>« A - Réseau de surveillance</p> <p>Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :</p>			
N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté superficiel	Profondeur de l'ouvrage
À communiquer	Amont hydraulique du secteur Ouest des parcelles 71 à 77- section 63	superficiel	À préciser
A communiquer	Aval hydraulique du secteur Ouest des parcelles 71 à 77- section 63	superficiel	À préciser

[...], l'exploitant transmet au préfet, [...], une étude hydraulique réalisée par un bureau d'étude compétent en ce domaine, avec une proposition d'implantation d'ouvrages dans le souci de constituer le réseau de surveillance imposé ci-dessus.  
[...] »

**Constats :**

Lors de la visite du 26 octobre 2022, l'inspection a constaté l'absence d'étude hydraulique et l'absence de proposition d'implantation d'ouvrages permettant de constituer le réseau de surveillance imposé.

Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'exploitant a présenté au service d'inspection un devis, daté du 12 juillet 2023 de la société ANTÉA, référencé Alsa230109/C, comprenant la réalisation d'une étude hydrogéologique.

L'exploitant indique qu'il n'a pas été en mesure d'engager les frais associés à ce devis en raison d'autres frais à engager en simultané sur son pont bascule. Il a présenté la facture associée à cette réparation (facture du 20 septembre 2024 référencée 1123268226).

Par courrier électronique du 27 janvier 2025, l'exploitant informe le service d'inspection avoir relancer le devis sur l'étude hydraulique le 15 janvier 2025.

Par courrier électronique du 3 avril 2025, l'exploitant informe le service d'inspection avoir signé ce devis (qui comprend également le diagnostic environnemental du sol et du sous-sol) le 24 mars 2025 et que le délai d'intervention est de 12 semaines.

La prescription susvisée n'est pas respectée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

**N° 6 : Réseau de surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, réseau de surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

**Dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé, l'exploitant réalise le réseau de surveillance des eaux souterraines et transmet les justificatifs adéquats au préfet :

« A - Réseau de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté superficiel	Profondeur de l'ouvrage
À communiquer	Amont hydraulique du secteur Ouest des parcelles 71 à 77- section 63	superficiel	À préciser
A communiquer	Aval hydraulique du secteur Ouest des	superficiel	À préciser

	parcelles 71 à 77- section 63		
<p>[...]</p> <p>[...], l'exploitant fera réaliser le réseau de surveillance définit-dessus afin de pouvoir surveiller l'absence d'impact, sur la qualité des eaux souterraines, de l'opération de remblaiement autorisée sur la partie Ouest des parcelles 71 à 77 - section 63 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les prescriptions définies dans l'article 4.1.3.1 du présent arrêté,</li> <li>• les ouvrages de surveillance sont inscrits à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM,</li> <li>• [...] après la réalisation des puits de contrôle, l'exploitant transmet au préfet un rapport d'implantation finale des puits de contrôle avec plan d'implantation, coupe et les indices BSS des ouvrages.</li> </ul> <p>[...] »</p>			
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 26 octobre 2022, l'inspection a constaté l'absence du réseau de surveillance (absence de piézomètres) tel que prescrit au point A de l'article 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2013.</p> <p>Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'exploitant a présenté au service d'inspection un devis, daté du 12 juillet 2023 de la société ANTÉA, référencé Alsa230109/C, comprenant la réalisation des piézomètres.</p> <p>Pour les mêmes raisons qu'exposées dans le constat n° 5, l'exploitant n'a pas été en mesure de mettre en place ce réseau de surveillance des eaux souterraines.</p> <p>Pour rappel, la mise en place de ce réseau de surveillance a été prescrite afin de vérifier l'impact du remblayage autorisé sur la partie Ouest des parcelles 71 à 77 – section 63. Ce remblaiement a été effectué par l'exploitant en 2021 avec l'apport de 1200 m<sup>3</sup> de matériaux extérieurs.</p> <p>Le service d'inspection constate que le réseau de surveillance n'a pas été effectué.</p>			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Amende			

#### N° 7 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Dans un délai de quatre mois</b> à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé :</p> <p>« B - programme de surveillance</p> <p>Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.</p> <p>Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.</p>

<p><i>L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :</i></p> <p><i>N° BSS de l'ouvrage : puits amont hydraulique et puits aval hydraulique du secteur Ouest des parcelles 71 à 77 - section 63</i></p> <p><i>Fréquence des analyses : Semestrielle en période de hautes eaux (mai/juin) et basses eaux (novembre) [...]</i></p> <p><i>Nom des paramètres : Température, pH, Couleur, conductivité, As, Ba, Cd, Cu, Cr, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, Mn, Chlorures, Fluorures, Sulfates, Indice phénols, COT total, Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylène, PCB, Hydrocarbures totaux, Indice hydrocarbures, somme 6 HAP, nitrates, micro-organismes revivifiables 22°, micro-organismes revivifiables 36°, Entéocoques, Spores, Colliformes totaux [...]</i></p> <p><i>Au moins une fois par an (alternativement en période de « hautes eaux » et en période de « basses eaux ») le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec la localisation des piézomètres. »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 26 octobre 2022, l'inspection a constaté l'absence de surveillance des eaux souterraines.</p> <p>Lors de la visite du 14 janvier 2025, le service d'inspection a constaté que la situation est inchangée, les piézomètres n'ayant pas été réalisés (cf. points de constats n° 5 et 6).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Amende</p>

#### N° 8 : Mesure conservatoire - réalisation sondages

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 9 modifié par l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2023</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, réalisation sondages</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i><b>Dans un délai d'un mois</b> à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise 7 sondages afin de caractériser les matériaux extérieurs utilisés pour le remblaiement des parcelles n°71 à 77 - section 63 du ban communal de Cernay (68). Les sondages sont réalisés jusqu'à la profondeur de 285 m NGF et effectués aux emplacements précisés dans le plan annexé au présent arrêté.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 26 octobre 2022, l'inspection a constaté que le remblaiement de la partie Ouest des parcelles 71 à 77 – section 63 a été effectué sans que l'exploitant ait procédé aux contrôles et analyses des matériaux de terrassement extérieurs utilisés pour le remblaiement en non-conformité avec les dispositions des articles 5.2.2.2, 8.4.3 et 9.2.5 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013.</p> <p>Au vu de ces constats (repris dans les points de contrôles n° 8 et 9 du rapport du service d'inspection référencé 0006700234_2022_10_26_Sablière HERMANN Frères_VIIC daté du 28</p>

décembre 2022), un ensemble de mesures conservatoires ont été imposées à l'exploitant dans l'arrêté de mise en demeure du 13 février 2023 afin d'analyser l'impact sur le milieu du remblaiement effectué dont la réalisation de sondages du sol.

Lors de la visite du 14 janvier 2025, l'exploitant a présenté au service d'inspection un devis, daté du 12 juillet 2023 de la société ANTÉA, référencé Alsa230109/C, contenant une prestation relative à la réalisation et à l'analyse des sondages dans le sol.

Pour les mêmes raisons qu'exposées dans le constat n° 5 du présent rapport, l'exploitant n'a pas été en mesure d'effectuer ces sondages.

Par courrier électronique du 3 avril 2025, l'exploitant informe le service d'inspection avoir signé la commande relative à la réalisation du diagnostic environnemental du sol et du sous-sol le 24 mars 2025 et que le délai d'intervention est de 12 semaines.

La prescription susvisée n'est pas respectée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

#### N° 9 : Mesure conservatoire – analyse des sondages

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyse du sol

**Prescription contrôlée :**

***Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait analyser par un laboratoire agréé chacune des strates de matériau contenue dans chacun des sondages (sondages visés à l'article 9 du présent arrêté) et ce conformément aux prescriptions de l'article 9.2.5 et de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé et repris ci-après. Le résultat de ces analyses est transmis au préfet.***

*Article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2013317-0009 du 13 novembre 2013*

« [...] ;

*La qualité des matériaux extérieurs apportés sur le site doit être contrôlée. Un échantillon est prélevé [...], par un bureau ou laboratoire agréé, [...].*

*Les paramètres suivants sont recherchés :*

As	Chlorures
Ba	Fluorures
Cd	Sulfates
Cu	Indice phénols
Cr	COT sur éluat
Hg	Fraction soluble
Mo	COT total
Ni	BTEX
Pb	PCB

Sb	Hydrocarbures
Se	HAP
Zn	/

»

Annexe 3 de l'arrêté préfectoral n°2013317-0009 du 13 novembre 2013

« Critères d'acceptation des terres de terrassement utilisées comme matériaux de remblais

PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chlorure (1)	800
Fluorure	10
Sulfate (1)	1 000 (2)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (3)	500
FS (fraction soluble) (1)	4 000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50
(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.	

»

**Constats :**

Lors de la visite du 26 octobre 2022, l'inspection a constaté que le remblaiement de la partie Ouest des parcelles 71 à 77 – section 63 a été effectué sans que l'exploitant ait procédé aux analyses des matériaux de terrassement extérieurs utilisés pour le remblaiement en non-conformité avec les dispositions de l'article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013.

Lors de la visite du 14 janvier 2025, le service d'inspection a constaté que la prescription susvisée n'est pas respectée, les sondages n'ayant pas été réalisés (cf. point de constat n° 8).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

**N° 10 : Mesure conservatoire – coupe des sondages**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 11

**Thème(s) :** Risques chroniques, coupe des sondages

**Prescription contrôlée :**

*Un plan de coupe de chacun des sondages, réalisés en application de l'article 9 du présent arrêté, identifiant les différentes strates de matériaux, leur nature et leur cotation en altimétrie est communiqué au préfet, **dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, accompagné d'un plan coté précisant leur positionnement.*

**Constats :**

Lors de la visite du 26 octobre 2022, l'inspection a constaté que le remblaiement de la partie Ouest des parcelles 71 à 77 – section 63 a été effectué sans que l'exploitant soit en mesure de justifier :

- la provenance et les caractéristiques des matériaux extérieurs utilisés pour le remblaiement,
  - que le plan d'eau a été comblé avec des galets provenant de l'exploitation jusqu'à la cote 288,50 m NGF avant de procéder au remblaiement avec des matériaux extérieurs,
- en non-conformité avec les dispositions des articles 5.2.2.2 et 8.4.3 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013.

L'arrêté de mise en demeure du 13 février 2023 a donc imposé comme mesure compensatoire la réalisation d'un plan de coupe de chacun des sondages identifiant les différentes strates de matériaux, leur nature, leur cotation en altimétrie et leur localisation.

Lors de la visite du 14 janvier 2025, le service d'inspection a constaté que la prescription n'est pas respectée, les sondages n'ayant pas été réalisés (cf. point de constat n° 8).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

#### N° 11 : Mesure conservatoire – estimation volume des matériaux extérieurs utilisés

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, estimation volume des matériaux extérieurs utilisés pour le remblaiement du plan d'eau

**Prescription contrôlée :**

*Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait évaluer par un géomètre expert le volume des matériaux extérieurs utilisés en remblai au niveau des parcelles n° 71 à 77 - section 63 du ban communal de Cernay (68), il s'appuiera sur les résultats des sondages prescrits à l'article 9 du présent arrêté. L'exploitant transmettra l'étude du géomètre expert au préfet.*

**Constats :**

Lors de la visite du 26 octobre 2022, l'inspection a constaté que le remblaiement de la partie Ouest des parcelles 71 à 77 – section 63 a été effectué sans que l'exploitant tienne de registre de suivi de l'apport des matériaux extérieurs utilisés pour le remblaiement identifiant notamment leur quantité (en non-conformité avec les dispositions de l'article 5.2.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013).

L'arrêté de mise en demeure du 13 février 2023 fixe comme mesure compensatoire d'évaluer la quantité des matériaux extérieurs utilisés pour le remblayage en s'appuyant, le cas échéant, sur les résultats des sondages également imposés.

Lors de la visite du 14 janvier 2025, le service d'inspection a constaté que la prescription n'est pas respectée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

#### N° 12 : Durée de l'autorisation et garanties financières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, articles 1.4.1 et 1.6.2

**Thème(s) :** Autre, Durée de l'autorisation

**Prescription contrôlée :**

*Article 1.4.1*

*L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 10 années à compter de la date du présent arrêté ; cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.*



*Sauf en cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter :*

- l'extraction des matériaux commercialisables est achevée neuf (8) mois avant cette échéance
  - et la remise en état six (6) mois avant cette échéance
- [...]

Article 1.6.2.

*La durée de l'autorisation est divisée en 2 périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe de la demande d'autorisation d'exploiter présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.*

*Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune des périodes quinquennales définies est de :*

<i>Période quinquennale</i>	<i>Montant en euros TTC</i>
<i>1ère période : - départ de l'autorisation d'exploiter - départ de l'autorisation d'exploiter + 5 ans</i>	<i>40 930</i>
<i>2eme période : - départ de l'autorisation d'exploiter + 5 ans - fin de l'autorisation d'exploiter</i>	<i>57 788</i>

*La référence de départ des périodes est la date de signature du présent arrêté préfectoral.*

[...]

**Constats :**

Le service d'inspection a constaté que la durée de l'autorisation d'exploitée fixée à l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 est échue.

Sur le périmètre autorisé fixé à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013, le service d'inspection a constaté l'absence d'extraction de matériaux. Toutefois, les installations de traitement des matériaux sont présentes ainsi que les installations de transit de matériaux inertes (plusieurs zones de stockage de matériaux inertes présentes sur le site).

L'exploitant a déposé le 23 janvier 2025 sur la plateforme téléservices une demande d'autorisation environnementale pour l'extension et le renouvellement de son site de carrière.

Le service d'inspection propose, dans l'attente des suites qui seront données à la demande déposée le 23 janvier 2025, un projet d'arrêté de prescriptions complémentaires afin de conserver les garanties financières, la remise en état n'étant pas achevée conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Proposition APC

## Annexe

### Emplacement des prélèvements d'eau en nappe

Puits en  
fonctionnement des  
années 1965-1970

Prélèvement dans le  
plan d'eau créé à l'aide  
de buses

Puits le plus ancien  
condamné

